

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 11 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, gymnase Titou Vallaeys, après convocation légale en date du 6 juillet 2020, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, M. CARREAU, Mme GIROTTI, M. SABOURAUD, Mme MERCHADOU, M. SERAFFON, Adjoint, M. RIMARK, M. GADRAT, Mme BAUDERE, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme THEUIL, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSO, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, M. DURANT, M. CASTETS, Mme HIMPENS, Mme BAYLE, M. RENAUD, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. CHEVALIER à M. DURANT

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 26

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

14 – FORMATION DES ÉLUS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Afin de garantir le bon exercice des fonctions de l' élu local, chacun d'entre eux possède un droit à la formation prévu à l'article L 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ils possèdent un droit à un congé de formation de dix-huit jours par mandat.

La loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, prévoit l'obligation pour les élus ayant reçu une délégation de suivre une formation au cours de la première année de mandat.

Le conseil municipal doit déterminer les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre dans un délai de trois mois à compter du renouvellement de l'assemblée délibérante.

Les crédits sont plafonnés à 20% du montant maximum des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus (L.2123-14 du CGCT).

Sont pris en charge les frais d'enseignement (si organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur), de déplacement et la compensation de la perte éventuelle de revenus, dans les conditions prévues par la réglementation.

Par ailleurs, un tableau des actions suivies financées par la collectivité est annexé au compte administratif et donne lieu à un débat annuel.

Il est proposé au Conseil Municipal que chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation selon ses souhaits.

Les thèmes privilégiés seront, notamment en début de mandat :

- Les fondamentaux de l'action publique locale,
- Les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions municipales.

Le montant des dépenses sera fixé dans la limite des crédits inscrits au budget de l'année.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 65.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 16/07/20
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20200711-61898-DE-1-1

